La Mission catholique polonaise en France du XIX^e au XXI^e siècle

Janine Ponty

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4676>

DOI : 10.4000/cdlm.4676

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2009

Pagination : 75-85

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Janine Ponty, « La Mission catholique polonaise en France du XIX^e au XXI^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 78 | 2009, mis en ligne le 15 février 2010, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4676> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4676>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

La Mission catholique polonaise en France du XIX^e au XXI^e siècle

Janine Ponty

- 1 C'est une structure bien vivante, on pourrait presque dire florissante, en comparaison des difficultés que traversent à l'heure actuelle l'Église et le catholicisme français. Et pourtant, combien de personnes ignorent son existence ! On parle beaucoup des mosquées, comme si elles envahissaient l'espace, quitte à passer à côté de la pratique religieuse des catholiques étrangers avec leurs organisations particulières et leurs édifices du culte. Il faut dire que, dans un État laïque et majoritairement déchristianisé, aborder le pan chrétien de l'histoire de l'immigration contemporaine peut paraître incongru. Or les recensements généraux de la population sont là pour rappeler que, jusqu'aux années 1960, Italiens, Espagnols, Portugais et Polonais l'emportaient largement en nombre parmi les étrangers en France. Ceci sans compter leurs descendants devenus citoyens français dont la pratique religieuse, même si elle amorce une baisse, n'en demeure pas moins attachée à certaines pratiques et aux prêtres en mission envoyés par le pays des aïeux. C'est particulièrement vrai pour les Polonais et les Français d'origine polonaise.
- 2 L'estime qu'éprouve la population polonaise pour son clergé est bien connue, surtout pendant l'ère des partages au cours de laquelle l'Église fut souvent l'âme de la résistance. En l'absence d'État, c'est elle qui incarna l'idéal national, elle qui défendit l'usage de la langue maternelle contre les tentatives de germanisation ou de russification. Il faut avoir cela à l'esprit pour comprendre l'étroite union entre sentiment national et sentiment religieux chez les Polonais catholiques.

Une institution née au début du XIX^e siècle

- 3 La Mission apparaît fort discrètement à Paris en 1836. Elle connaît des débuts timides au cours desquels elle ne porte pas encore son nom actuel. Celui de « Mission catholique polonaise » lui sera attribué en 1917, afin de la distinguer d'une « Mission

militaire polonaise » créée cette année-là et avec laquelle il ne faut pas la confondre. Revenons au point de départ pour en saisir les raisons.

- 4 Comme la plupart des organismes polonais en France, celui-ci possède un lien direct avec l'insurrection varsovienne de 1830-1831, écrasée par les armées du tsar, et la « Grande Émigration » vers la France qui s'ensuit. Paris devient l'une des destinations privilégiées des insurgés vaincus¹. Ils sont catholiques romains et la plupart très pratiquants. En 1836, cinq d'entre eux, Bogdan Janski, Piotr Semenenko, Hieronim Kajsiewicz, Aleksander Jelowicki et le poète Adam Mickiewicz unissent donc leurs efforts pour organiser une pastorale à leur intention. Comme ils ne disposent d'aucun édifice fixe, les premiers temps les messes se déroulent soit dans la chapelle du Calvaire près de l'église Saint-Roch, soit rue Notre-Dame des Champs, soit à l'église Saint-Louis en l'Île ou encore à Saint-Séverin qui garde toujours trace de ces lointaines dévotions : dans le bas-côté nord, se trouve un grand tableau représentant la Vierge, les mains croisées, avec l'inscription *O Pani ! Ku ratunkowi naszemu, pospiesz sie*, traduite en dessous dans le bois d'encadrement par « Ô Vierge ! Hâtez-vous de venir à notre aide ». L'aide implorée avait trait à la reconquête de la patrie perdue.
- 5 En 1844, l'ère du nomadisme pastoral prend fin grâce à M^{gr} Denys Affre, archevêque de Paris, qui met une église à la disposition des proscrits, celle de l'Assomption, située à l'angle de la rue Saint-Honoré, sur une petite place qui recevra plus tard le nom de place Maurice Barrès. L'édifice date du XVII^e siècle et fut construit pour un couvent des Filles de l'Assomption. Il a fière allure avec son énorme coupole, disproportionnée par rapport aux modestes dimensions intérieures de l'église. Qui eût pensé alors qu'en 2008 l'église de l'Assomption resterait le lieu de rassemblement des Polonais de Paris et de la région parisienne ? Les bureaux de la Mission s'installent dans un bâtiment attenant dont la façade donne sur la rue Saint-Honoré au numéro 263 bis, non loin des boutiques de grand luxe qui caractérisent cette artère des beaux quartiers.
- 6 Le prêtre qui dirige la Mission a rang de recteur. Jusqu'en 1903, les recteurs furent des Résurrectionnistes, c'est-à-dire qu'ils appartenaient à la Congrégation des pères de la Résurrection du Seigneur créée en 1842. Ce furent successivement :
 - Aleksander Jelowicki, cité plus haut en tant qu'initiateur (1836-1876),
 - Wladyslaw Witkowski (1876-1893),
 - Wladyslaw Bakanowski (court interlude en 1893),
 - Karol Grabowski (1893-1896),
 - Wladyslaw Opiszewski (1896-1903)².
- 7 Puis les Résurrectionnistes refusèrent de continuer à œuvrer dans un pays qui s'acheminait vers la séparation des Églises et de l'État. Le recteur suivant fut un prêtre diocésain, donc un séculier, expérimenté mais déjà âgé : le père Leon Postawka (1903-1922) qui assura la survie de la Mission jusques et y compris la Grande Guerre. De cette période initiale, un recteur l'emporte dans la mémoire de l'émigration polonaise : c'est le père Jelowicki, qui eut le mérite de tout créer et de tenir la barre pendant quarante longues années. En 1930, une plaque commémorative fut dévoilée à l'intérieur de l'église de l'Assomption pour rappeler son rôle fondamental³.
- 8 Nommés par l'archevêque de Paris, les recteurs du XIX^e siècle dépendent exclusivement de lui. La Mission est à l'image de la présence polonaise d'alors : essentiellement parisienne et de bonne naissance. Le recteur, entouré de quelques vicaires, n'a pas une tâche écrasante à accomplir.

L'essor de la Mission pendant l'entre-deux-guerres

- 9 De profondes modifications se font jour à l'issue du conflit armé, tant à cause de la renaissance d'un État polonais indépendant qu'en raison de l'arrivée massive d'ouvriers agricoles et industriels recrutés par la France et dispersés sur toute l'étendue du territoire. Selon les recensements quinquennaux de la population, les Polonais étaient au nombre de 45 000 en 1921, de 309 000 en 1926, de 508 000 en 1931 et encore de 422 000 en 1936 malgré la crise économique et les rapatriements. De ces chiffres, il faut soustraire les Juifs qui, évidemment, n'ont pas besoin du secours de prêtres catholiques et dont l'importance numérique s'accroît au cours des années 1930 : estimés à 50 000 au début de la décennie, ils sont peut-être 80 000 à la veille de la deuxième guerre mondiale. En tout état de cause, les Polonais constituent jusque vers 1950 la deuxième nationalité étrangère en France derrière les Italiens. Personne, parmi ceux qui ont négocié en haut lieu et signé le 3 septembre 1919 la convention franco-polonaise d'émigration et d'immigration, n'a envisagé un flux d'une telle importance ni surtout d'une telle durée. Les Français cherchaient une aide temporaire à la reconstruction du pays ravagé par la guerre. Les autorités polonaises imaginaient un bref séjour à l'étranger, le temps d'aménager leur nouvel État et de pouvoir donner du travail à chacun. D'ailleurs, les contrats de travail étaient établis pour une durée d'un an, éventuellement renouvelable.
- 10 Les Polonais ne sont pas « venus avec leurs curés ». Cette formule à l'emporte-pièce comporte deux erreurs. Les prêtres arrivèrent ensuite et par un autre canal que les convois collectifs de travailleurs. Mais surtout, jusqu'en 1952, l'Église de France refusa la présence de paroisses étrangères sur le territoire national ; quelque fût leur statut préalable en Pologne, en terre de mission ils devenaient de simples aumôniers soumis à l'autorité du curé français de paroisse⁴.
- 11 Revenons sur ces deux points.
- 12 De 1919 à 1922, les premiers ouvriers polonais recrutés sur contrat se sentent abandonnés sur le plan religieux. Dans les cités minières, ils ne comprennent rien à la messe dominicale, ni les prières en latin prononcées d'une autre façon que chez eux, ni le prêche en français ; l'atmosphère leur paraît froide, les chants différents. En entrant dans l'église, ils ont baisé la main du curé, surpris mais flatté, se sont agenouillés dans la nef selon leur habitude, gênant les autres paroissiens. Sur le chemin, ils avaient remarqué la mine goguenarde de gars du pays devant ces « curetons » endimanchés qui allaient à l'église tandis qu'eux-mêmes cultivaient leur jardin. Après une ou deux expériences vexantes, certains renoncent à se rendre à la messe. En 1921, seules cinq « colonies », comme on dit alors, sont desservies de façon permanente par un prêtre polonais : trois dans le Pas-de-Calais, à Barlin, à Bruay-en-Artois et à Marles-les-Mines, une dans la Loire à Roche-la-Molière et une dans le Tarn à Cagnac⁵. À la campagne, c'est pire encore pour l'ouvrier agricole beaucoup plus isolé : si le patron est pratiquant, il le traîne à l'église avec lui, dans le cas contraire il l'oblige à travailler le dimanche matin, ce qui est contraire aux principes édictés dans les contrats.
- 13 M^{gr} Dalbor, primat de Pologne, pense que la prise en main de la situation lui incombe et il confie à la Mission catholique polonaise la direction de la pastorale des migrants. Jusqu'ici la Mission dépendait, du point de vue du droit canonique, de l'archevêché de Paris. C'est donc avec l'accord du cardinal Dubois, archevêque de la capitale en 1922,

que s'opère ce transfert et que la Mission reçoit un véritable « statut ». Sa compétence s'étend désormais à la France entière (article 3 du statut) et elle devient le seul interlocuteur des entreprises françaises désireuses d'assurer une assistance religieuse à leurs ouvriers polonais (article 4). En juin 1922, la Mission, forte de son nouveau pouvoir, informe les évêques de France, ainsi que le quai d'Orsay, de la nomination du père Wilhelm Szymbor au poste de recteur et de son pouvoir de contrôle sur le catéchisme en langue polonaise⁶. Que les autorités civiles françaises n'élèvent aucune objection n'a rien d'étonnant. Par contre, que l'Église de France se laisse déposséder est plus problématique : souci de ménager la hiérarchie polonaise au moment où celle-ci retrouve sa pleine autorité après l'ère des partages ? Illusion sur l'avenir de cette présence étrangère que l'Église, à l'instar de tous, imagine de courte durée ? Les deux sans doute.

- 14 Par contre, lorsqu'il s'agit du statut des prêtres polonais en mission, le cardinal Dubois s'en tient au principe général appliqué à tous les desservants étrangers. En 1924, le « règlement des aumôniers polonais », établi avec le recteur Szymbor, énonce dès son titre les limites de leurs attributions ; l'article 2 les précise :

Les aumôniers ne sont pas curés et n'ont pas la juridiction attachée à ce titre. Dans la paroisse où ils résident, ils seront au point de vue juridiction, considérés comme vicaires coopérateurs. Dans les paroisses dans lesquelles ils sont chargés par l'Ordinaire d'exercer leur ministère, mais où ils ne résident pas, ils seront regardés comme prêtres auxiliaires chargés du service religieux des Polonais (offices religieux, administration des sacrements, catéchisme), mais sans délégation générale⁷.

- 15 « Vicaires coopérateurs », « prêtres auxiliaires » : point de curés polonais, sinon dans l'imagination des immigrés eux-mêmes et dans nombre de récits publiés par des auteurs qui refusent ce constat de dépendance.

- 16 Il en est de même pour les édifices : rares sont les bâtiments proprement polonais. Si la compagnie des mines d'Ostricourt fait construire en 1922 une chapelle en briques, située sur la commune d'Oignies (Pas-de-Calais), dédiée à Saint Stanislas et qu'elle destine à l'usage exclusif de ses mineurs polonais, la plupart du temps les messes dites par des aumôniers polonais se déroulent à l'église française. Ce que le « règlement » de 1924 énonce en son article 3 :

Il est dans l'intérêt des fidèles polonais et des fidèles français que les offices polonais aient lieu à des heures déterminées d'avance d'un commun accord entre MM. les curés et MM. les aumôniers de manière à ce que ces offices puissent se célébrer avec toute la dignité nécessaire. Ils auront toujours lieu à l'heure exacte qui a été annoncée et ils ne seront pas prolongés d'une manière excessive. Sauf dans les cas où les Polonais auraient la jouissance d'une chapelle particulière, l'aumônier préviendra, par écrit, le curé, des baptêmes, mariages, services funèbres qui doivent se célébrer dans les églises paroissiales.

- 17 On a du mal à imaginer l'imbrication des décisions qui président à l'installation d'un aumônier polonais en terre de France. Il doit d'abord obtenir l'autorisation de son évêque pour partir en mission, en second lieu être agréé par le cardinal primat de Pologne, se présenter à Paris au recteur de la Mission catholique qui lui assigne le lieu de son exercice, puis à l'évêque du diocèse où il est nommé, enfin au curé de la paroisse dont il va dépendre.

- 18 D'autre part, si les autorités politiques de Paris se désintéressent de la question, les milieux patronaux, notamment les compagnies houillères et la société sidérurgique de Wendel prennent la relève. On aura noté une allusion aux entreprises françaises dans le

statut de la Mission catholique polonaise édicté en 1922 (article 4). En effet, ladite Mission ne dispose que d'un faible budget et n'a pas les moyens de rémunérer tous les aumôniers. Il existe alors deux solutions : accepter que les employeurs français qui recrutent la main-d'œuvre polonaise se chargent de leur entretien, ce qui leur donne un droit de regard sur leurs activités ; ou solliciter l'aide financière du conseiller d'émigration attaché auprès de l'ambassadeur de Pologne à Paris, ce qui revient à demander des crédits au ministère des Affaires étrangères de Varsovie au nom de l'intérêt moral et national de la diaspora polonaise. Dès 1920, le secrétaire général du Comité central des Houillères de France, Henri de Peyerimhoff, a envoyé une lettre circulaire aux directeurs des mines adhérant à son organisation :

Il paraît essentiel, autant pour attirer les ouvriers polonais que pour les stabiliser, de constituer dans les exploitations possédant des effectifs déjà importants d'ouvriers de cette nationalité une sorte de milieu national qui maintienne les ouvriers en contact avec leur ancienne vie morale et intellectuelle [...]. Le Comité central des Houillères se préoccupe de la question des prêtres, instituteurs et institutrices polonais ; il sera prochainement en mesure de procurer ces collaborateurs aux exploitants qui le désirent⁸.

- 19 Le verbe « procurer » mérite d'être souligné. Dans son outrance, il est révélateur des prétentions du Comité des Houillères qui tend à occulter le rôle de la Mission catholique polonaise et de l'Église de Pologne dans ces nominations. Mais ce qui importe ici, c'est la proposition de participer au processus. Concrètement, dans le Nord et le Pas-de-Calais, tous les aumôniers seront indemnisés par les employeurs et logés par leurs soins. Ce qui les lie et donne aux seconds un pouvoir contraignant. Si quelqu'un vient à lui déplaire, la compagnie houillère peut lui couper les vivres. C'est ce qui arrive à l'abbé Jozef Gorgolewski, appointé à son arrivée par les mines d'Aniche et qui, à partir de 1925, ne touche plus rien d'elles ; pendant deux ans, il vit chichement à Douai sur le budget de la Mission catholique polonaise et en 1927 demande à retourner en son pays.
- 20 D'autre part, si tout dépend de la bonne volonté des employeurs, comment faire pour créer des postes lorsque ceux-ci restent sourds à l'appel ? Témoin, la longue et pénible négociation avec les sociétés houillères du sud du Massif central : quatre ans d'après discussions, de 1925 à 1929. Ici, la concentration de la population polonaise n'est pas suffisante pour justifier la présence d'un aumônier par entreprise. La direction des mines de Carmaux (Tarn) n'est pas hostile au projet mais refuse de s'associer pour cela avec les mines du Gard et de l'Aveyron. Le recteur Szymbor, le consul de Pologne à Marseille, sur le ressort duquel se trouvent ces régions, tentent tour à tour de fléchir les résistances. Finalement, le poste est créé en 1928 par le conseiller d'émigration, ce qui a pour effet de faire céder les sociétés minières un an plus tard⁹.
- 21 La répartition géographique des aumôniers se ressent de ces considérations, auxquelles il faut ajouter le faible nombre de prêtres polonais tentés par l'aventure, leur inexpérience, leurs maladresses quand il ne faut pas dire leurs fautes que le recteur de la Mission est obligé de sanctionner. Face à un vivier perpétuellement insuffisant et fluctuant, la Mission a fort à faire. D'une façon générale, les cités polonaises du Pas-de-Calais sont les mieux loties, suivies de celles de Saône-et-Loire (Montceau-les-Mines) et de Lorraine, celles du Nord un peu moins. Le reste de la France est presque à l'abandon. Les premières bénéficient d'un aumônier à demeure. Les autres doivent se contenter d'une visite occasionnelle de la part d'un aumônier itinérant. La Mission publie à partir de 1924 un hebdomadaire intitulé *Polak we Francji* (Le Polonais en France) qui informe

du passage de l'aumônier polonais à telle date dans telle ou telle église. Elle imprime aussi des recueils de prières, un catéchisme et des livres de confession spéciaux pour venir en aide aux prêtres français confrontés à la présence de fidèles étrangers qui ne parlent pas français¹⁰. On imagine la difficulté de se comprendre à l'intérieur du confessionnal !

- 22 À la tête de la Mission catholique polonaise, au recteur Wilhelm Szymbor (1922-1929) qui a mis en place le réseau d'aumôniers et la division du territoire en quatre doyennés (Paris, Nord, Est et Sud), succèdent Leon Lagoda (1929-1934), Witold Paulus (1934-1937), puis un régulier de l'ordre des Pallotins, Franciszek Cegielka qui va jouer un grand rôle, tant avant que pendant et après la guerre. Tout en restant insuffisant, le nombre total d'aumôniers tend à augmenter : 23 en 1924, 32 en 1927, 49 en 1930, 55 en 1932, 76 en 1939. Ce dernier chiffre correspond aux efforts accomplis par le recteur Cegielka pour stabiliser l'encadrement religieux.

La Mission à l'épreuve du conflit armé et du régime communiste en Pologne

- 23 Malgré les obstacles rencontrés au cours du second xx^e siècle, la situation a aussi son versant bénéfique. À chaque fois que l'État polonais faiblit ou disparaît, l'Église retrouve la place qui fut la sienne au XIX^e siècle, celle de porteur de l'espérance patriotique. Or septembre 1939 sonne le glas de la deuxième république de Pologne, partagée entre Hitler et Staline.
- 24 Pendant la drôle de guerre, le recteur de la Mission catholique polonaise en France, Franciszek Cegielka, dénonce à plusieurs reprises le régime imposé à la Pologne par les nazis, tant dans ses homélies à l'église de l'Assomption qu'au cours d'émissions radiodiffusées. Sa position tranche avec le silence du Vatican. Débordant le domaine strictement religieux, il décide d'ouvrir à Paris un lycée privé pour les enfants de nouveaux exilés. Il crée *Caritas*, organisme dont le nom dit bien le but : distribuer des repas et des vêtements aux réfugiés les plus démunis.
- 25 La Mission ne part pas en exode et prend ainsi des risques. Déjà fin mai 1940, les abbés Jan Chodura d'Oignies et Czeslaw Fedorowicz de Sallaumines ont été fusillés à l'arrivée de la Wehrmacht¹¹. Paris occupé, la police allemande perquisitionne au siège de la Mission, emporte des cartons d'archives et, fin octobre 1940, procède à l'arrestation du recteur Cegielka (il survivra après de longs séjours dans diverses prisons françaises et une déportation à Sachsenhausen, puis au camp de Dachau). En février 1941, tous les membres du comité directeur de *Caritas* sont conduits à la prison de la Santé et, par vagues successives jusqu'en 1944, des aumôniers polonais vont être arrêtés et déportés pour des prêches trop nettement accusateurs. Leur opposition systématique est facilitée par le fait qu'ils n'ont au-dessus d'eux aucune instance comparable à celle de Vichy. Le gouvernement Sikorski, seul légal à leurs yeux, siège à Londres et prône la lutte contre les deux copartageants. En outre le cardinal primat, M^{gr} Hlond, après un périple de la Roumanie vers l'Italie fin 1939, a trouvé refuge en juin 1940 auprès de l'évêque de Lourdes, M^{gr} Georges Choquet. Or, lui aussi dénonce les exactions allemandes en Pologne, par voie verbale ou par écrits non signés publiés dans les *Cahiers du Témoignage chrétien*.

- 26 À l'instar de la résistance civile polonaise, plus précoce et numériquement plus importante que la résistance française¹², l'opposition et la résistance religieuses se mettent en place de façon naturelle, dans la tradition patriotique. Pour remplacer le recteur Cegielka, l'abbé Czeslaw Wedzioch, déjà responsable de la maison des Pallotins d'Amiens, assure l'intérim de la Mission à Paris. Comme il n'a aucun contact avec la vingtaine d'aumôniers basés au sud de la ligne de démarcation, M^{gr} Hlond charge l'ancien doyen de la région Est, chassé de Metz depuis le rattachement de la Moselle au Reich, Wojciech Rogaczewski, à présent réfugié à Lyon, de la direction d'un « Centre pastoral polonais pour le midi de la France ». Même après l'occupation de la zone libre en novembre 1942, l'autorité de l'abbé Wedzioch aura quelque peine à s'exercer, en raison des obstacles innombrables mis à la délivrance d'*Ausweis*. Les aumôniers en poste prennent d'autant plus d'initiatives personnelles et renouent avec des pratiques qui rappellent l'ère des partages. Sous couvert de cérémonies religieuses, ils accueillent dans les églises des associations catholiques interdites, chorales de jeunes, parents d'enfants du catéchisme. Ils cachent des résistants et, surtout en 1943-1944, menacés d'arrestation, certains entrent eux-mêmes en clandestinité¹³.
- 27 Libéré de Dachau, le recteur Cegielka reprend ses fonctions en juin 1945, quelques jours avant la reconnaissance du nouveau régime politique par le gouvernement du général de Gaulle le 29 juin 1945. Commence alors pour la Mission catholique une nouvelle forme de résistance qui conforte l'aura dont elle bénéficie auprès des immigrés polonais. D'autant qu'arrivent en France de farouches opposants au marxisme léniniste. L'église de l'Assomption leur offre un refuge naturel.
- 28 La Mission ne manque pas d'aumôniers, car de nouveaux arrivent, libérés des camps de concentration ou peu désireux de demeurer dans la « Pologne socialiste ». En 1947 on en compte 137, chiffre jamais atteint précédemment, pour une population polonaise restée stable : 422 000 au recensement de 1946 comme à celui de 1936.
- 29 Après la Libération, la France nationalise les houillères et n'entend pas se substituer aux anciennes compagnies pour rémunérer des auxiliaires religieux. Pour ceux qui vivaient auparavant sous l'aile des employeurs, donc surtout les aumôniers du Pas-de-Calais, du Nord et de Saône-et-Loire, le changement est sensible. Désormais, leur sort ressemble à celui des prêtres français depuis 1905. Ils reçoivent quelques deniers de l'épiscopat polonais et comptent sur la générosité des fidèles lors de la quête dominicale¹⁴.
- 30 En novembre 1947, le recteur Cegielka se retire et est remplacé par Kazimierz Kwasny (1947-1972) auquel succède Zbigniew Bernacki (1972-1985)¹⁵, puis l'actuel recteur Stanislaw Jez¹⁶. Le recteur Jez fut nommé par M^{gr} Glemp, cardinal-primat de Pologne. Son prédécesseur, M^{gr} Bernacki, l'avait été par M^{gr} Wyszynski. Car, à part trois années au cours desquelles le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) essaya de faire plier le clergé en emprisonnant le cardinal Wyszynski (1953-1956), l'Église de Pologne réussit à maintenir son existence. Les édifices du culte n'y sont ni fermés ni transformés en ateliers comme en URSS. Les évêques peuvent ordonner des prêtres et les messes attirent d'autant plus de fidèles qu'elles constituent une forme d'opposition au régime.
- 31 Chez les immigrés, la situation évolue. En 1952, un accord signé par l'Église de France rend possible l'existence de paroisses étrangères de plein exercice. Les ecclésiastiques polonais accèdent à l'indépendance : finies les querelles mesquines avec le curé local. Les difficultés viennent d'ailleurs. Dans l'entre-deux-guerres, M^{gr} Chaptal, responsable de la pastorale des étrangers en France, avait exprimé l'espoir que des fils de migrants

viennent se former dans « nos » séminaires ; devenus prêtres, ils « appartiendront aux évêques français », remplaçant auprès des fidèles les aumôniers polonais en mission¹⁷. La réalité est tout autre. On compte peu d'enfants de mineurs ou d'ouvriers agricoles au sein du clergé français des années cinquante. Faiblesse des vocations ? Ou volonté de demeurer dans le cadre de l'Église de Pologne, ce qui n'est guère envisageable sans opter pour un rapatriement ? Les quelques garçons ordonnés prêtres après des études en un séminaire français ne suffisent pas à couvrir les besoins. Force est de recourir à la manne des missionnaires. Or les paroissiens ne sont plus les mêmes que d'antan. La deuxième génération se cabre parfois contre l'attitude qu'elle juge trop rigide, trop conservatrice de ce clergé venu d'ailleurs. Que dire quand la troisième génération arrive sur les bancs du catéchisme ? Les prêtres en mission parlent souvent mal le français et avec un accent ; or il leur faut s'exprimer dans cette langue face à des jeunes qui ne comprennent plus guère le polonais. Et prévoir des messes bilingues : polonais pour les fidèles les plus âgés qui s'accrochent à la tradition, français pour les autres.

- 32 À Paris, c'est différent. La capitale souffre moins que la province du vieillissement du milieu immigré, car chaque soubresaut politique en Pologne provoque un nouveau flux d'exilés. Le recteur de la Mission garde la haute main sur la colonie parisienne et même au-delà. La chute du communisme n'y change rien, bien au contraire. Le recteur dirige l'hebdomadaire *Głos Katolicki* (La voix catholique), organe de la Mission depuis 1959. Il veille sur l'association Concorde (loi 1901) créée pour gérer les activités interdites à un organisme religieux. En 2004, au Sénat (Palais du Luxembourg), il réussit à introduire dans les statuts de la future Fédération des associations polonaises des articles contraires aux lois françaises et au principe de laïcité ; ce qui provoqua une scission de la part des sociétés du nord de la France. L'argent ne manque pas. Témoin, le sauvetage de la villa « La Vistule » à Dinard. De longue date, son propriétaire l'avait léguée par testament à la Société historique et littéraire polonaise (SHLP) du quai d'Orléans qui en fit une maison de vacances pour ses membres. En 2006, devant l'importance des dépenses nécessaires à sa rénovation, le directeur de la SHLP, Pierre Zaleski, parla de la vendre. À l'assemblée générale suivante, en 2007, on apprit qu'elle était sauvée grâce à des capitaux apportés par la Mission.
- 33 En 1999, les ressortissants polonais, au nombre de 34 000, ne représentent plus que 1 % des étrangers recensés en France (il n'y a pas eu d'autre recensement général de la population depuis lors). Or, approximativement à la même date, on compte encore 71 prêtres polonais : 18 en région parisienne, 25 dans le Nord Pas-de-Calais, 14 dans le Centre et le Sud (dont un à Nice), 8 en Alsace, 6 en Lorraine¹⁸. Preuve que les messes polonaises attirent des naturalisés français et même une partie de leurs descendants. En l'absence de cérémonies proprement polonaises, les fidèles n'hésitent plus comme jadis à suivre une messe dite par un Français. L'obstacle de la langue a disparu et le temps n'est plus au repli sur soi. Mais il est impossible de quantifier la part de ceux qui ont rompu avec la pratique religieuse patriotique et les autres, tant les deux interfèrent en fonction des circonstances.

NOTES

1. Janine Ponty, *Les Polonais en France, de Louis XV à nos jours*, Paris, Éditions du Rocher, 2008, p. 39-60.
2. Mission catholique polonaise, *Informator*, Paris, 1995, p. 177-179.
3. Gabriel Garçon, *Les catholiques polonais en France, 1919-1949*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, p. 22.
4. Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988 (réédition 2005), p. 147-154.
5. Gabriel Garçon, *op. cit.*, p. 50.
6. *Ibid.*, p. 51-52.
7. Janine Ponty, *L'immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2004, document n° 93, p. 170-173.
8. Archives du Monde du Travail (Roubaix), fond du Comité central des Houillères de France, carton n° 7, lettre datée du 26 novembre 1920.
9. *Archiwum Akt Nowych* (Archives nationales du xx^e siècle), Varsovie, KM 413 à 415 : rapports du conseiller d'émigration adressés au ministère polonais des Affaires étrangères de 1925 à 1931.
10. AD Loir-et-Cher, 19 J 70, *Méthode permettant à tout prêtre parlant français de confesser les Polonais sans savoir leur langue*, 1924.
11. À Oignies (Pas-de-Calais), la rue latérale à la chapelle Saint-Joseph porte aujourd'hui le nom de l'abbé Chodura et une plaque commémorative relate son combat.
12. Janine Ponty, « La résistance polonaise en France : le POWN. Contribution à l'histoire de la résistance non communiste », dans Karel Bartosek, René Gallissot, Denis Peschanski (dir.), *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France, 1933-1945*, Paris, L'Arcantère, 1989, p. 173-183.
13. Gabriel Garçon, *op. cit.*, p. 215-262.
14. *Ibid.*, p. 312.
15. Le recteur Bernacki est né en 1920 près de Tarnow (au sud de la Pologne). Déporté à Mauthausen et à Dachau, il arrive en France en 1949 comme aumônier polonais à Saint-Denis. En 1960, il devient secrétaire général de la Mission catholique polonaise en France, avant de la diriger pendant treize ans, jusqu'à son décès.
16. Le recteur Jez est né en 1945 à Nowy Sacz. Ordonné prêtre en 1969 à Tarnow, il suit des études de théologie à la KUL (l'université catholique de Lublin). Missionnaire au Congo-Brazzaville de 1972 à 1979, il dirige ensuite le bureau parisien de l'organisation catholique « Aide à l'Église en détresse », puis accède à la tête de la Mission en janvier 1986.
17. Emmanuel Chaptal, « Une source de vocations sacerdotales dans les familles étrangères en France », *L'étranger catholique en France*, n° 1, mars 1926.
18. *Informator*, *op. cit.*, p. 210-355.

RÉSUMÉS

Institution inscrite dans le long terme, la Mission catholique polonaise a vu le jour au début du XIX^e siècle. D'abord centrée sur Paris comme il convenait à une époque où l'essentiel de l'exil polonais y avait élu domicile, elle a, au XX^e siècle, élargi son activité à la France entière, avec une priorité pour les bassins houillers, notamment ceux du Pas-de-Calais, du Nord, de Lorraine, de Montceau-les-Mines, là où vivait et travaillait la majorité du demi million de Polonais arrivé à partir de 1920. Dirigée par un recteur (aujourd'hui, le recteur Stanislas Jez), elle possède à Paris un bâtiment administratif rue Saint-Honoré et l'église de l'Assomption qui le jouxte appartient au clergé polonais. Dans une diaspora encore très attachée à la religion, où la formule *Bog i Ojczyzna* (Dieu et la Patrie) n'a pas perdu sa pertinence, la Mission joue un rôle coordinateur, quelquefois même un peu envahissant, ou jugé tel à l'aune de la laïcité française.

The Polish catholic Mission, a long life institution, was born at the beginning of the 19th century. Initially centered on Paris, which is logical at one time when the essence of the Polish exile had elected residence there, it has, to the 20th century, extends its activity in whole France, with a priority for the coal basins, in particular those of the Pas-de-Calais, North, of Lorraine, of Montceau-the-Mines, where lived and worked the majority of the half million Pole made as from 1920. Directed by a rector (today, the rector Stanislas Jez), it has in Paris an administrative building street Saint-Honore and the church of the Assumption which is next to it belongs to the Polish clergy. In a diaspora still very attached to the religion, where the formula 'God and the Fatherland' did not lose its relevance, the Mission plays a part coordinator, sometimes even a little invading, or judged such in comparison with French secularity.

INDEX

Mots-clés : catholicisme, Immigration, missions étrangères, Polonais, religion

AUTEUR

JANINE PONTY

Janine Ponty est historienne, professeur honoraire à l'université de Franche-Comté. Spécialiste de l'histoire de l'immigration et en particulier de celle des Polonais, elle a participé activement à la construction de l'exposition permanente de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) Paris, Palais de la Porte Dorée. À présent, elle siège à son conseil d'orientation, au conseil scientifique du Centre historique minier de Lewarde (Nord) et au bureau de la Société française d'études polonaises.